

AU LENDEMAIN DE LA FIN DE LA SANGLANTE PRISE D'OTAGES

Le Mali sur la piste des auteurs de l'attaque

Le Mali s'efforçait hier d'identifier les auteurs de la prise d'otages lancée vendredi à l'hôtel Byblos de Sévaré (centre) qui a fait au moins une douzaine de morts, dont cinq sous-traitants de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma).

Des soldats maliens ont mené des patrouilles dans la nuit de samedi à dimanche à Sévaré et dans sa région, a indiqué à l'AFP un habitant de cette ville, joint dimanche au téléphone depuis la capitale Bamako.

«La nuit a été calme. L'armée a mené des patrouilles hier soir à travers la ville et surtout entre Mopti et Sévaré», a affirmé cet habitant.

«Les gens commencent à vaquer à leurs affaires. Tout revient à la normale ici à Sévaré», à 12 km de Mopti, la capitale régionale du centre du Mali, a-t-il ajouté.

L'assaut de l'établissement, qui accueille régulièrement des étrangers, s'est soldé dans la nuit de vendredi à samedi par la mort de cinq soldats maliens, de «cinq terroristes et deux Blancs», selon un responsable militaire malien.

A ce jour, l'attaque n'a pas été revendiquée. Mais «de forts soupçons pèsent» sur le Front de libération du Macina (FLM), «un groupe terroriste qui tient à faire parler

de lui par tous les moyens», a affirmé dimanche à l'AFP une source militaire malienne jointe à Sévaré depuis Bamako.

Le Macina est une appellation traditionnelle d'une partie du centre du Mali. Apparu début 2015, le FLM, qui recrute essentiellement dans la communauté peule et a revendiqué des attaques dans cette région, est un mouvement allié à Ansar Dine, un des groupes terroristes liés à Al-Qaïda ayant contrôlé le nord du pays près de dix mois entre 2012 et début 2013.

L'agence privée mauritanienne Al-Akhbar, qui publie régulièrement des communiqués de djihadistes, a aussi affirmé dimanche que le FLM «pourrait être derrière l'attaque de Sévaré».

Pour le journaliste et analyste malien Alexis Kalambry, l'attaque «porte la marque d'Iyad Ag Ghali», chef d'Ansar Dine.

L'incertitude prévalait également sur le bilan de l'attaque, après la publication samedi d'un communiqué de la Minusma



Impact de balles sur les murs de l'hôtel Byblos à Sévaré (centre du Mali).

faisant état de plus de victimes. En effet, selon ce texte, cinq employés travaillant pour des sous-traitants de la Minusma ont été tués dans l'attaque : «Un Malien, qui était le chauffeur de la compagnie sous-traitante de la Minusma, un Népalais, un Sud-Africain et deux Ukrainiens».

Des assaillants, non identifiés et dont le nombre demeure inconnu, ont fait irruption vendredi vers 7h00 au Byblos de Sévaré, où séjournent régulièrement des étrangers. Ils en ont été délogés dans la nuit de vendredi

à samedi par les forces maliennes.

Le principal parti d'opposition au Mali, l'Union pour la République et la démocratie (URD), «exige que les responsables de ces actes criminels, que rien ne saurait justifier, soient recherchés, poursuivis, jugés et punis», selon un communiqué parvenu dimanche à l'AFP.

L'URD, dirigée par Soumaila Cissé, chef de file de l'opposition, évoque dans ce texte une «montée fulgurante des attaques terroristes et djihadistes» au Mali.

Deux attaques terroristes, les 1^{er} et 3 août, ont causé la mort de 13 militaires maliens dans le Centre et le Nord.

De son côté, le Parti pour la Renaissance nationale (Parena), de l'ex-ministre des Affaires étrangères Thiébilé Dramé, autre formation de l'opposition, a également fait part de son inquiétude en raison de «l'insécurité (qui) atteint des proportions alarmantes dans tout le pays».

«Aucune région n'est épargnée. L'arrogance et l'audace des agresseurs ne semblent plus avoir de limites», s'indigne le Parena dans un communiqué.

Des attaques terroristes ont été ces dernières semaines enregistrées dans le sud du Mali, près des frontières ivoiriennes et burkinabè, une zone qui était jusqu'ici épargnée.

Sévaré se situe à la lisière des vastes régions dans le nord du pays d'où les djihadistes ont été en grande partie chassés et dispersés par une intervention militaire internationale déclenchée en janvier 2013 à l'initiative de la France, et toujours en cours.

Cependant, des zones entières échappent encore au contrôle des autorités maliennes comme à celui des forces étrangères.

IRAK

Le gouvernement approuve des réformes majeures

Le gouvernement irakien a approuvé, hier, des réformes majeures proposées par le Premier ministre Haider Al-Abadi, dont la suppression du poste de vice-président détenu par son prédécesseur et rival, Nouri al-Maliki, après une vague de protestations contre la corruption et le délabrement des services publics.

Mais ces réformes, dont certaines doivent normalement faire l'objet d'un amendement constitutionnel, devront être encore soumises à l'approbation du Parlement où la bataille risque d'être dure, avant leur mise en application.

«Le gouvernement a approuvé à l'unanimité lors d'une session extraordinaire le premier plan de réformes présenté par M. Abadi», a précisé un communiqué officiel quelques heures après l'annonce des réformes par le Premier ministre.

Parmi elles, la suppression «immédiate» des postes des trois vice-Premiers ministres et trois vice-présidents — dont un détenu par M. Maliki, le prédécesseur de M. Abadi dont les deux mandats (2006 à 2014) ont été entachés d'accusations de corruption, de monopole du pouvoir et d'aliénation de la minorité sunnite.

Une autre réforme prévoit une révision de la façon dont les responsables sont nommés, dans un pays où les communautés ethniques et religieuses jouent un rôle majeur dans l'attribution des responsabilités.

«Les quotas de partis et de confessions» doivent être supprimés, selon M. Abadi, proposant que les candidats aux postes à haute responsabilité soient sélectionnés selon «leurs compétences, honnêteté et expérience» par un comité

désigné par le Premier ministre. Ces développements surviennent après plusieurs grandes manifestations contre la corruption et l'incompétence de la classe politique, sur fond de coupures

quotidiennes de l'électricité sous une chaleur accablante où les températures dépassent régulièrement les 50° Celsius. La plus haute autorité chiite d'Irak, l'ayatollah Ali al-Sistani, a ajouté à la pression

vendredi en appelant M. Abadi à «être plus courageux et plus audacieux» dans la lutte contre la corruption et à dénoncer publiquement les politiciens hostiles aux réformes.

GUERRE CONTRE DAESH

Des F-16 américains déployés en Turquie

Les Etats-Unis ont pour la première fois déployé dimanche des chasseurs F-16 en Turquie pour lutter contre le groupe Etat islamique (Daesh) tandis que les raids aériens d'Ankara contre la guérilla kurde en Irak auraient tué près de 400 rebelles.

«Six F-16 Fighting Falcon ont été déployés sur la base d'Incirlik (sud de la Turquie) en soutien à la lutte contre l'Etat islamique», a écrit la mission américaine auprès de l'Otan sur son compte Twitter.

Le ministère américain de la Défense a pour sa part précisé qu'un contingent de 300 militaires avaient en outre été déployés sur cette base.

C'est la première fois depuis le lancement de la coalition internationale qui bombarde ce groupe jihadiste en Irak et en Syrie, il y a un an, que les Etats-Unis pourront faire décoller des chasseurs depuis cette base stratégique, grâce à un accord signé avec la Turquie fin juillet.

Washington avait jusqu'à présent utilisé des drones armés depuis Incirlik.

Les avions de l'US Air force devaient jusqu'à présent décoller de bases plus éloignées pour aller frapper leurs cibles jihadistes, par exemple en

Jordanie ou au Koweït. Membre de l'Otan, la Turquie avait jusqu'à récemment refusé de participer activement aux opérations de la coalition contre l'Ei, de peur de favoriser l'action des Kurdes de Syrie combattant sur le terrain les jihadistes à proximité de sa frontière.

Mais l'attentat survenu le 20 juillet à Suruç (sud), qui a fait 32 morts et attribué à l'Ei, a changé la donne et contraint Ankara à effectuer un tournant stratégique.

Ankara a ainsi lancé le 24 juillet une «guerre contre le terrorisme» visant simultanément la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'Ei en Syrie.

Mais les raids aériens qui ont suivi se sont concentrés sur le PKK, seuls trois d'entre eux ayant été jusqu'à présent officiellement signalés contre l'Ei.

Dimanche dans un nouveau bilan, l'agence gouvernementale turque Anatolie a affirmé que

390 rebelles kurdes ont été tués et 400 autres blessés en deux semaines de raids de l'aviation turque contre leurs repaires situés dans le nord de l'Irak.

De son côté, le PKK a continué de mener des attaques contre les forces de l'ordre, dont au moins une vingtaine de membres ont été tués depuis le déclenchement du nouveau cycle de violences, selon des sources officielles turques.

Dans la nuit de samedi à dimanche lors d'une attaque survenue dans la ville de Midyat, dans la province de Mardin, située dans le sud-est turc peuplé majoritairement de Kurdes, et attribuée au PKK, un policier a été tué et un autre blessé, selon l'agence de presse Dogan.

Le chef de file du parti prokurde HDP (Parti démocratique des peuples) a pour sa part lancé un nouvel appel samedi aux rebelles du PKK et au gouvernement turc à mettre fin aux violences actuelles et à engager des négociations.

Le coprésident du HDP, Selahattin Demirtas, s'exprimait au lendemain de la mort de six personnes dans des affronte-

ments entre les forces de sécurité et des combattants dans la ville kurde de Silopi (sud-est).

«J'en appelle aujourd'hui aux deux camps», a déclaré M. Demirtas devant la presse, dans la ville de Van (est). «Le PKK doit immédiatement retirer son doigt de la gâchette (des armes) et déclarer qu'il respecte le cessez-le-feu» engagé avec l'Etat turc il y a près de trois ans mais qui a volé en éclats avec les dernières violences.

Le gouvernement turc, a-t-il poursuivi, doit pour sa part cesser ses opérations de sécurité et se déclarer prêt au dialogue.

Le HDP de Selahattin Demirtas, considéré comme la vitrine politique du PKK, a remporté 13% des voix lors des élections législatives du 7 juin et a accru de manière considérable son influence politique avec 80 députés (sur 550) au Parlement.

L'appel du leader kurde a reçu une réaction positive de la part du Premier ministre islam-conservateur Ahmet Davutoglu. «C'est un appel tardif mais approprié», a-t-il estimé tard samedi.